

PROJET MIGRET

Réintégration durable des personnes migrantes de retour en Côte d'Ivoire et lutte contre la traite
Financé par l'Union européenne et l'AFD | Chef de file : Expertise France

CAHIER DES CHARGES

Recrutement d'un(e) consultant(e) ou d'une équipe de consultants
pour la réalisation de diagnostics territoriaux sur les dynamiques de
migration et de développement local

Territoires ciblés	Man • Korhogo • Yopougon • Anyama
Maître d'ouvrage	Expertise France, en collaboration avec la DGIE
Financement	Agence Française de Développement (AFD)
Date prévisionnelle	Démarrage : août 2026 Durée : 4 à 6 mois par territoire

1. Contexte et justification

1.1 Le programme MIGRET et son ancrage national

Depuis 2017, avec l'appui de l'Union européenne, la Côte d'Ivoire a accompagné le retour volontaire de plus de 14 800 migrants ivoiriens, dont près de 11 900 ont bénéficié d'un soutien à la réintégration. Ces retours s'inscrivent désormais dans un cadre stratégique renforcé : la Stratégie nationale pour le retour et la réintégration des migrants 2025-2029 et le Mécanisme National de Référence (MNR), dont la mise en œuvre opérationnelle est en cours, et coordonné par la Direction Générale des Ivoiriens de l'Extérieur (DGIE).

C'est dans ce contexte que s'inscrit le projet MIGRET — Réintégration durable des personnes migrantes de retour en Côte d'Ivoire et lutte contre la traite —, financé conjointement par l'Union européenne et l'Agence Française de Développement (AFD), et mis en œuvre pour une durée de 36 mois (juillet 2024 – juin 2027) par un consortium composé d'Expertise France (chef de file), de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) et d'Enabel. Le programme vise à renforcer la gouvernance migratoire, améliorer les services d'accompagnement post-retour, soutenir l'insertion socio-économique durable des migrants et contribuer à la lutte contre la traite des êtres humains. Il s'insère aussi dans la volonté de soutenir les efforts de décentralisation de la République de Côte d'Ivoire, en rapprochant les services socio-économiques de ses citoyens, selon les orientations données par la Direction Générale pour la Décentralisation et le Développement Local (DGDDL).

1.2 Le volet territorialisation : complémentarité AFD / UE

Dans le cadre du financement européen, Enabel a conduit des diagnostics participatifs des services endogènes de réintégration dans trois territoires pilotes — Abobo, Bouaké et Daloa — et accompagne la construction de feuilles de route pour des chaînes de réintégration durable. Ces travaux ont abouti à des plans d'action validés par les acteurs locaux et régionaux en mai 2026. Ils contribuent à l'élaboration du « Label Réintégration Durable » introduit par la DGIE, qui certifie les dispositifs d'accompagnement assemblés pour répondre aux besoins spécifiques des migrants ivoiriens.

Le financement AFD, dont Expertise France est responsable de mise en œuvre, vient compléter cette approche en investissant de nouveaux territoires, selon une logique « Migration & Développement intégré » visant à articuler les dynamiques migratoires avec les priorités de développement local des territoires, en mobilisant aussi bien les migrants de retour que les populations en mobilité circulaire, la diaspora et les populations locales.

1.3 Justification des territoires ciblés

Les trois territoires ont été retenus sur la base de leur profil migratoire et de leur potentiel de développement local :

1. **Man** (région du Tonkpi) : carrefour de mobilités transfrontalières avec la Guinée et le Liberia, exposée aux flux migratoires irréguliers et à la traite, mais également nœud de filières agro-économiques (cacao, café, secteur forestier) présentant des opportunités d'insertion.
2. **Korhogo** (région du Poro) : hub économique du nord ivoirien, fortement connecté aux mobilités circulaires vers le Mali et le Burkina Faso, avec un tissu artisanal et commercial actif, et une présence croissante de migrants de retour cherchant à s'insérer dans les filières locales.
3. **Yopougon** (commune d'Abidjan) : commune la plus peuplée de Côte d'Ivoire, point de retour et de concentration migratoire dans le Grand Abidjan, confrontée à une forte pression sur les services et les infrastructures, mais bénéficiant d'un tissu économique informel dynamique et d'opportunités dans les filières de transformation et de commerce.

Compte tenu de la taille et de l'hétérogénéité de la commune, le diagnostic à Yopougon pourra être conduit sur un périmètre infra-communal à définir conjointement avec la mairie et Expertise France lors de la phase de cadrage, en ciblant les zones ou filières présentant la plus forte pertinence vis-à-vis des dynamiques migratoires documentées.

Anyama est identifiée comme territoire complémentaire ou de substitution, notamment en cas d'absence d'accord de collaboration de l'une des trois communes prioritaires. Commune périurbaine d'Abidjan exposée à plusieurs dynamiques migratoires, elle entretient par ailleurs des relations de coopération existantes avec Expertise France sur les questions de planification du développement local.

2. Objectifs de la mission

2.1 Objectif général

Produire des diagnostics territoriaux sur les liens entre dynamiques migratoires et priorités de développement local dans les communes ciblées, afin d'éclairer les appuis qu'Expertise France, la DGIE et les partenaires du programme MIGRET pourront apporter à ces territoires à partir de 2027.

Ces diagnostics doivent permettre aux collectivités territoriales de se positionner sur deux dimensions complémentaires : d'une part, la mobilisation de leurs ressortissants établis à l'extérieur comme acteurs du développement de leur territoire d'origine ; d'autre part, l'accueil, l'orientation et l'accompagnement des migrants de retour dans une logique de réintégration durable, en lien avec les services déconcentrés, les acteurs économiques et les organisations locales.

2.2 Objectifs spécifiques

Les diagnostics poursuivent quatre objectifs spécifiques :

1. **OS A** — Établir l'état des lieux des dynamiques de mobilité des populations dans chaque territoire, et de leurs liens avec les processus de planification locale et les enjeux de développement des collectivités, y compris les contributions potentielles des ressortissants établis à l'extérieur.
2. **OS B** — Accompagner l'identification participative des défis prioritaires liés aux mobilités et des opportunités qui découlent à la fois de la présence des personnes en mobilité sur le territoire et de la mobilisation des ressortissants établis à l'extérieur.
3. **OS C** — Identifier les rôles et responsabilités des autorités, acteurs locaux et services techniques face à ces défis et opportunités, ainsi que leurs besoins en termes de planification locale et de gestion des services.
4. **OS D** — Assurer une démarche participative et sensible au genre, intégrant les perspectives des personnes impliquées dans les mobilités et celles des acteurs de la gouvernance territoriale.

3. Résultats attendus

Les résultats suivants sont attendus à l'issue de la mission :

1. Les **dynamiques migratoires** dominantes et leurs interactions avec le tissu économique et social de chaque territoire sont documentées de manière synthétique et vérifiable.

2. Les **filières économiques et secteurs de formation** présentant des opportunités d'insertion pour les populations en mobilité et les populations locales sont identifiés et analysés, territoire par territoire.
3. Les acteurs locaux, services techniques et organisations de la société civile, **porteurs d'initiatives ou de services socio-économiques** en lien avec les priorités identifiées sont recensés, avec une appréciation de leur degré d'engagement et de leurs contraintes.
4. Les **domaines d'intervention prioritaires** en lien avec la gestion des migrations à l'échelle des territoires sont identifiés conjointement avec les autorités locales, à l'attention d'Expertise France et de la DGIE, en cohérence avec le cadre du programme MIGRET et des dispositifs de planification territoriale en cours.
5. Les **modalités de mobilisation des ressortissants établis à l'extérieur** du territoire sont identifiées : réseaux existants, liens avec les filières économiques locales, mécanismes de contribution au développement local documentés et analysés.
6. Une **note de synthèse inter-territoires** (Section 2 du BPU) permet de dégager des enseignements transversaux utiles à la stratégie de territorialisation de la DGIE et de la DGDDL.

4. Description des diagnostics – Section 1 du BPU

Le diagnostic se déroule en cinq phases séquencées. La méthodologie détaillée est proposée par le/la consultant(e) dans son offre technique et affinée avec Expertise France au démarrage de la mission, sur la base des résultats des missions de reconnaissance menées par EF et la DGIE préalablement au démarrage du contrat.

Phase 0 — Cadrage et revue documentaire (à distance, avant le terrain)

Le/la consultant(e) réalise une revue des travaux existants : diagnostics Enabel sur Abobo, Bouaké et Daloa, profils migratoires OIM, données INS sur les territoires ciblés, outils migration & développement du GRDR, plans stratégiques de développement local disponibles. Il/elle produit une note de cadrage par territoire, soumise à validation d'Expertise France avant le démarrage du terrain, précisant les hypothèses de travail, les filières économiques à explorer prioritairement, et les acteurs à rencontrer en priorité.

Livrable de phase : Note de cadrage méthodologique et documentaire (une note par territoire, format synthétique).

Phase 1 — Ateliers de lancement (terrain)

Sur chaque territoire, un atelier de lancement est organisé par Expertise France avec l'appui technique et diplomatique de la DGIE. Cet atelier associe les autorités locales (mairie, conseil régional), les services déconcentrés de l'État, les représentants d'associations de migrants et groupements locaux, et les acteurs économiques identifiés lors de la phase 0. Son objectif est de présenter la démarche, de recueillir les premières perceptions des acteurs sur les enjeux migration-développement du territoire, et d'établir le programme des consultations de la phase 2. Organisation et logistique des ateliers : prise en charge directement par Expertise France.

Phase 2 — Consultations territoriales approfondies (terrain)

Le/la consultant(e) conduit des entretiens semi-structurés et des focus groupes ciblés avec les acteurs identifiés. Les consultations portent sur quatre catégories d'acteurs :

1. Autorités et institutions locales : mairie, conseil régional, préfecture, services déconcentrés des ministères (emploi, jeunesse, formation professionnelle, cohésion sociale) ;
2. Acteurs économiques : chambre de commerce ou des métiers, ANADER locale, opérateurs de filières, AEJ locale, secteur privé pertinent ;

3. Représentants des populations migrantes : associations de migrants de retour, groupements de la diaspora le cas échéant, associations de migrants transfrontaliers, représentants d'immigrés ruraux ;
4. Groupes spécifiques : groupements de femmes, associations de jeunes, organisations de la société civile actives sur les questions d'insertion.

Une attention particulière est portée aux profils de mobilité prioritaires pour le programme : migrants de retour (volontaires ou forcés), ressortissants établis à l'extérieur, travailleurs transfrontaliers, et immigrés.

Les consultations alimentent l'analyse des filières et secteurs porteurs en lien avec la migration (voir section 6), ainsi que la cartographie des acteurs capables de portage local.

Phase 3 — Ateliers de validation et restitution (terrain)

Sur chaque territoire, un atelier de restitution est organisé par Expertise France. Le/la consultant(e) y présente les principales conclusions du diagnostic, soumet les priorités identifiées à la réaction des acteurs, et affine les pistes d'appui. Cet atelier ne vise pas à produire un consensus sur toutes les questions, mais à valider les 2 à 3 axes prioritaires retenus et à identifier les acteurs qui s'engagent à les porter.

Organisation et logistique des ateliers : prise en charge directement par Expertise France.

Phase 4 — Rédaction et rapportage

Le/la consultant(e) rédige les livrables finaux tels que décrits à la section 5.

Phase 5 – Prestations complémentaires selon le déroulement des diagnostics

Selon l'exécution des territoires et l'engagement des parties prenantes locales, des activités d'animation et de formation complémentaires autour des diagnostics et des priorités retenues par les acteurs seront considérées par Expertise France. Elles pourront prendre la forme de renforcement de capacité autour des enjeux de planification locale ou d'exercices de gouvernance autour des enjeux locaux de développement et la prise en compte des populations migrantes.

Ces activités seront définies selon l'utilité et la demande des acteurs locaux et le/la candidat retenu(e) pourra être invité(e) à animer ces activités.

5. Livrables attendus

Phase	Livable	Format indicatif	Validation
SECTION 1 BPU — UNITÉS D'ŒUVRE FORFAITAIRES : DIAGNOSTICS TERRITORIAUX			
Phase 0	Note de cadrage méthodologique et documentaire (par territoire)	5-8 pages par territoire	EF
Phase 2	Rapport de consultation intermédiaire (par territoire) — note de terrain synthétisant les principaux enseignements des entretiens	8- 12 pages par territoire	EF

Phase 4	Rapport de diagnostic territorial (par territoire) — voir plan indicatif section 6	15-20 pages par territoire	EF + DGIE
SECTION 2 BPU — UNITÉ D'ŒUVRE FORFAITAIRE : SYNTHÈSE INTER-TERRITOIRES			
Phase 4	Note de synthèse inter-territoires — enseignements transversaux et pistes d'appui à destination de la DGIE et d'EF	5-7 pages	EF + DGIE
Phase 4	Rapport d'activité consolidé — chronologie des activités, difficultés rencontrées, recommandations pour la suite	10 pages max.	EF
SECTION 3 — UNITÉS D'ŒUVRE À LA JOURNÉE : PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES			
Phase 5	Animation de formation complémentaires sur la thématique migration & développement, et/ou animation de gouvernance territoriale autour des enjeux de migration (en option selon les besoins exprimés par les acteurs locaux) ; suivi de rapport de formation/d'animation	Rapport de formation 5-7 pages	EF

Les livrables sont rédigés en français. Toute source citée dans les rapports est vérifiable. Le/la consultant(e) signale explicitement dans ses rapports les interprétations qui reposent sur des données limitées ou des informations non vérifiées. Le non-respect de ces règles ou l'usage abusif de l'intelligence artificiel impactant la qualité du contenu peut donner lieu à un renvoi du rapport pour correction et/ou réécriture.

6. Plan indicatif de contenu des rapports de diagnostic

Le plan ci-dessous est indicatif. Le/la consultant(e) peut proposer des ajustements dans son offre technique, sous réserve de justification.

Section	Contenu attendu
1. Présentation du territoire	Profil socio-économique synthétique ; principaux défis de développement local ; institutions et acteurs clés.
2. Dynamiques de mobilité	Profils de mobilité dominants (migrants de retour, ressortissants établis à l'extérieur, travailleurs transfrontaliers, immigrés présents sur le territoire) ; flux entrants et sortants ; liens entre ressortissants de la diaspora et territoire d'origine ; perception locale des mobilités.
3. Filières et secteurs porteurs	Identification de 2 à 3 filières ou secteurs économiques présentant des opportunités d'insertion pour les migrants et les populations locales ; liens avec les compétences et ressources apportées par les migrants ; contraintes et conditions d'accès.

4. Acteurs et gouvernance locale	Cartographie des acteurs pertinents (publics, associatifs, économiques) ; état de la coordination locale ; capacités et contraintes des autorités locales en matière de planification ; articulation avec le MNR.
5. Dimension genre	Profils et expériences migratoires différenciés hommes/femmes ; filières accessibles aux femmes migrantes et non-migrantes ; barrières spécifiques identifiées.
6. Pistes d'appui et orientations pour la planification locale	<p>3 à 5 axes prioritaires d'appui proposés pour les acteurs locaux, EF et la DGIE, avec justification, acteurs de portage identifiés et conditions de succès. Les pistes d'appui se réfèrent au cadre du programme MIGRET sans préjuger des modalités de financement ultérieures.</p> <p>Elles incluent, le cas échéant, des orientations que la collectivité pourrait intégrer dans ses outils de planification (plan triennal, schéma de développement local) pour mieux prendre en compte les dynamiques migratoires et les contributions potentielles des ressortissants établis à l'extérieur. Cette section est co-construite avec les représentants de la collectivité lors de l'atelier de validation (Phase 3).</p>

7. Approche genre

La prise en compte du genre est une exigence transversale de la mission, cohérente avec le Plan d'Action Genre (PAG) du programme MIGRET. Le/la consultant(e) est tenu(e) de :

- Différencier systématiquement les données et analyses selon le genre, en particulier dans l'analyse des profils migratoires et des opportunités économiques ;
- Assurer la participation des femmes dans les consultations, y compris via des espaces de consultation séparés si nécessaire pour garantir une parole libre ;
- Identifier les filières économiques et dispositifs de formation accessibles aux femmes migrantes et non-migrantes, ainsi que les barrières qui limitent leur accès ;
- Signaler les risques spécifiques liés au genre (traite, violences, exclusion économique) documentés sur chaque territoire.

L'offre technique précise comment le/la consultant(e) intègre cette dimension dans sa méthodologie.

8. Durée et calendrier indicatif

La durée de la mission est de 4 mois par territoire, extensible à 6 mois si la dynamique locale le justifie. Les trois territoires peuvent être traités en parallèle ou séquentiellement selon la configuration retenue (consultant unique ou équipe).

Étape	Période indicative	Responsabilité principale
Phase 0 — Revue documentaire et cadrage	Août 2026	Consultant(e)

Phase 1 — Ateliers de lancement (x3)	Septembre 2026	EF (organisation) / Consultant(e) (appui)
Phase 2 — Consultations territoriales	Octobre – novembre 2026	Consultant(e)
Phase 3 — Ateliers de validation (x3)	Novembre – décembre 2026	EF (organisation) / Consultant(e) (présentation)
Phase 4 — Rapportage final	Décembre 2026 – janvier 2027	Consultant(e)

9. Profil du/de la consultant(e)

9.0 Compétences requises

1. Expertise confirmée en développement local, gouvernance territoriale et planification locale, avec une connaissance des enjeux migratoires en Afrique de l'Ouest ;
2. Expertise confirmée en développement économique local et/ou analyse des filières économiques et chaînes de valeur en Afrique de l'Ouest, notamment dans les secteurs porteurs affectés par les populations en mobilité ou présentant un potentiel à leur insertion ;
3. Expérience de travail avec des institutions publiques ivoiriennes ou d'Afrique de l'Ouest (collectivités locales, administrations déconcentrées, agences publiques) ;
4. Maîtrise des méthodes participatives et des techniques de conduite d'entretiens semi-structurés et de focus groupes ;
5. Connaissance des dynamiques migratoires en lien avec le développement territorial : mobilisation des diasporas, contribution économique des migrants, réintégration des personnes de retour et articulation avec les services publics locaux ;
6. Maîtrise du français écrit et oral (langue de travail exclusive) ;
7. Expérience dans l'accompagnement de processus de planification locale (élaboration ou révision de plans de développement locaux, schémas directeurs, diagnostics territoriaux intégrés) en Afrique subsaharienne.

9.1 Compétences appréciées

1. Connaissance des territoires ciblés (région du Tonkpi, région du Poro, Grand Abidjan) ou des sous-régions concernées ;
2. Pratique du dioula, atout pour les consultations à Korhogo et Man ;
3. Expérience de missions similaires dans le cadre de projets financés par l'UE ou l'AFD ;
4. Capacité à travailler en équipe et à coordonner des profils complémentaires ;
5. Connaissance des dispositifs de coopération décentralisée et des mécanismes de mobilisation des ressortissants ou de la diaspora au profit du développement local.

9.2 Configuration de la mission

Les diagnostics peuvent être réalisés par un(e) consultant(e) individuel(le) ou par une équipe (cabinet ou groupement de consultants individuels). Les ONG ou groupements de recherche peuvent également candidater. En cas de soumission en équipe, l'offre technique désigne un(e) chef(fe) de mission responsable de la cohérence méthodologique et de l'interlocution avec Expertise France.

Le/la consultant(e) ou l'équipe déclare l'absence de conflit d'intérêts avec les acteurs locaux susceptibles d'être identifiés comme partenaires ou bénéficiaires dans les rapports de diagnostic.